tion quelconque pour cet homme estimé de tous, et qui s'est montré en maintes circonstances si dévoué envers le Chef de l'Eglise. Leur supplique fut accueillie favorablement et expédiée à Rome, munie de la haute recommandation de Sa Grâce. Tout cela s'était fait à l'insu de M. Vincolette.

Après quelques retards inévitables, la réponse est enfin arrivée de Rome. La semaine dernière, on reçut à l'archevêché un large pli cacheté contenant un parchemin aux armoiries pontificales. C'était la réponse tant désirée. L'Auguste Pie IX, pour marquer à M. Vincolette la reconnaissance que lui inspirait sa noble conduite, le nommait *Chevalier de l'ordre de St. Sylvestre*, le plus ancien des trois ordres pontificaux.

Les amis du nouveau chevalier, voulant lui faire connaître la faveur toute particulière que lui accordait le Saint-Pontife, lui préparèrent une touchante démonstration et lui présentèrent une adresse pour le féliciter de l'honorable récompense que le Vicaire de Jésus-Christ avait bien voulu lui donner.

Une question importante

Tout le monde connaît l'immense influence de la colonisation sur notre prospérité nationale. Les hommes les plus influents et les plus éclairés s'en occupent avec un ardeur et un désintéressement qui auraient dû obtenir des résultats plus satisfaisants. C'est une sainte et noble cause que celle de la colonisation. Notre incomparable clergé surtout a fait en sa faveur le sacrifice de son temps, de son influence et même de sa fortune. Dès les premiers temps de la colonie, nous le voyons, infatigable travailleur, guidant, encourageant, aidant les nobles pionniers de la colonisation. Cette œuvre est une œuvre de civilisation, et le prêtre catholique pousse le peuple à l'accomplir comme par le passé. Etudiez la colonisation des townships de l'Est, du Saguenay, de la vallée de la Mantawa, etc., et partout vous trouverez un prêtre à la tête du mouvement.

Les personnes influentes et véritablement désireuses de travailler à l'avancement de leur patrie ont secondé l'action du clergé et lui ont accordé toute leur confiance dans cette noble œuvre.

Le Gouvernement lui-même a contribué pour une large part à promouvoir les intérêts de la colonisation, et les membres de la Législature lui ont facilité la besogne par leurs encouragements unanimes. L'acte pourvoyant à la formation des sociétés de colonisation a rencontré l'approbation de tout le public canadien. La rapidité avec laquelle ces sociétés se sont formées en est une preuve irrécusable.

Avant la passation de cet acte, le défrichement de nos terres se faisait trop lentement et nous appelions de tous nos vœux, un changement de système. Le changement est survenu et le peuple canadien s'est empressé d'en profiter. Les sociétés de colonisation étaient un grand pas de fait dans la bonne voie, et nous envisageons l'avenir avec confiance.

Le mécanisme de la nouvelle loi n'est certainement pas parfait, car il laisse encore trop de facilités à la spéculation, il lui faudrait sans doute quelques améliorations; mais tel qu'il est, il aurait pu fonctionner avec assez d'avantages si les personnes chargées d'appliquer la loi avaient rempli les devoirs de leur charge avec équité, sans chercher à favoriser quelques individus au détriment des autres.

Ces réflexions nous sont venues à la suite d'une récente polémique engagée entre les premiers journaux de la province d'une part et le département des terres de la Couronne de l'autre.

Le *Nouveau-Monde*, la *Minerve* et la *Gazette* de Montréal furent les premières publications qui éveillèrent l'attention publique sur les faits et gestes du département des terres. Voici le fait: Les sociétés d'agriculture de Montréal, prenant leur rôle au sérieux, voulaient établir une colonie sur le lac Mégantic, dans le township de Marston. En conséquence elles envoyèrent un arpenteur pour étudier les lieux.

Après un examen soigneux, l'arpenteur rapporta que le sol était de bonne qualité, que les lots étaient vacants, et que le township ne comptait que huit colons sur une étendue de 50 à 60 milles.

Les sociétés demandèrent que les trois premiers rangs leur fussent réservés. Quelque temps après, l'honorable M. Beauharnois, commissaire des terres de la Couronne, fit répondre que la moitié des lots seraient réservés. Mais par malheur tous les lots de qualité supérieure, ou qui offraient des pouvoirs d'eau, furent refusés. Ces sociétés réclamèrent auprès du Commissaire et celui-ci promit de rendre justice.

Mais il paraît que le département se décide lentement. Après avoir attendu longtemps, on fit de nouvelles instances et, poussé au pied du mur, le Commissaire répondit qu'avant de faire droit aux demandes il fallait le rapport de l'agent local ou d'un arpenteur.

Les sociétés se soumettent à cette nouvelle exigence et payèrent un arpenteur pour obtenir un rapport spécial qui fut adressé au département. Et en définitive le Commissaire refusa absolument de recevoir à sa première décision.

N'ayant obtenu aucun succès dans Marston, les sociétés voulurent se rejeter sur le township de Ditchfield. Jamais aucun colon n'a habité ce canton. Elles se croyaient cette fois bien sûres du succès; point du tout. Sur leur demande de la réserve de trois rangs, on ne leur accorda que celle des deux tiers et, elle était refusée pour tous les lots où se trouvaient des pouvoirs d'eau. C'est-à-dire qu'on voulait garder précieusement ce qui était demandé.

De plus à deux reprises des canadiens émigrés aux Etats-Unis demandèrent des terres dans la région du lac Mégantic, on leur répondit qu'il n'y en avait pas de disponibles.

Un canadien de Baltic, dans le Massachusetts, demanda des lots pour huit familles canadiennes prêtes à retourner au pays. Il n'y en a pas, fut la réponse.

Enfin M. l'abbé Chartier, l'infatigable agent d'immigration, reçoit tous les jours des demandes auxquelles il ne peut satisfaire.

Tels sont les faits relatés par le *Nouveau-Monde* et la *Minerve*.

Il y a ici évidemment inertie, mauvais vouloir, ou peut-être quelque chose de pire. Le Gouvernement, animé des meilleures intentions, prend tous les moyens de pousser à la colonisation de nos terres incultes, nomme des agents d'émigration, s'impose de lourds sacrifices. Le département des terres de son côté cherche à paralyser l'œuvre. Il ne veut pas de colonisation, il s'oppose à la politique du gouvernement; des agents d'immigration décident nos malheureux frères émigrés à revoir le sol natal, et le Département leur refuse une place au foyer de la patrie. La loi autorise, encourage la formation de sociétés de colonisation, leur fait des octrois d'argent, ce n'est pas apparemment du goût de l'hon. Commissaire, puisqu'il leur refuse les terres de bonne qualité et ne leur offre que les médiocres.

Les sociétés avaient à pourvoir à l'installation de 150 colons; elles ne peuvent planter que 30 et encore ont-elles été obligées de les disséminer sur une distance de plus de 15 milles. Or, on sait que le canadien n'aime pas l'isolement,